

LA PRESSE EN REVUE...



MERCREDI 20 MAI 2015

SOMMAIRE

- 1) Elle est « costaude »
- 2) Eux aussi doivent changer de...
- 3) La crise des...
- 4) Régionales dans le Val-de-Marne
- 5) Le capitaine Fantôme
- 6) Selon lui : ils sont payés à rien faire...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Réforme du collège : grève des professeurs, Vallaud-Belkacem ne recule pas



Najat Vallaud-Belkacem dans son bureau du ministère de l'Éducation nationale, le 14 octobre. (Jean-Luc Bertini/PASCO pour l'Obs)

Selon le ministère de l'Éducation, près de 28 % des professeurs, 50 % d'après les syndicats, ont manifesté, mardi, pour protester contre la réforme du collège. Malgré la fronde, Najat Vallaud-Belkacem confirme son entrée en vigueur dès 2016.

Le jour de grève décrété dans les établissements scolaires, mardi 19 mai, ne fait pas reculer la ministre de l'Éducation. La réforme du collège présentée il y a deux mois "se fera" comme prévu à la rentrée 2016, a assuré Najat Vallaud-Belkacem, car "elle est indispensable".

"Je veux dire clairement à tous ceux qui ont fait grève ou pas (...) que je les entends et que je suis là pour lever chacune de ces inquiétudes", a déclaré la ministre, promettant que "des garanties" pour une bonne mise en œuvre seraient introduites dans les textes d'application.

Selon le ministère de l'Éducation, 27,61 % des professeurs des collèges publics ont répondu à l'appel de l'intersyndicale, alors que le Snes, principal syndicat du secondaire, estime la participation à la grève à "plus de 50 %". Des défilés sont organisés dans une cinquantaine de villes, dont Paris.

Malgré cette nouvelle étape dans la contestation, le Premier ministre Manuel Valls s'est dit "confiant" : "Cette réforme va être mise en œuvre comme c'était prévu, et le décret sera publié le plus rapidement possible."

Quant au président français François Hollande, il a défendu le texte mardi à Berlin : "Il y a des interrogations, elles sont légitimes. Mais il y a une réforme qui doit permettre d'assurer la réussite pour tous (...) et l'excellence. C'est l'esprit de la réforme du collège."

Les profs de langues anciennes et d'allemand mobilisés

Une partie des organisations de l'intersyndicale appellent au retrait pur et simple de la réforme. Pour le Snes, "il est encore temps (...) de reprendre le fil des discussions et de stopper ce qui s'annonce comme un véritable gâchis pour les jeunes, pour nos professions".

Les professeurs de latin et de grec craignent un effritement de leurs horaires avec la suppression de ces options, remplacées par un enseignement pratique interdisciplinaire consacré aux langues et cultures de l'Antiquité et un enseignement de complément.

Même inquiétude chez les professeurs d'allemand, dont la discipline pâtira, selon eux, de la suppression des classes bilingues (deux langues étrangères dès la sixième, des classes suivies par 16 % des élèves de sixième). La réforme propose à la place une deuxième langue pour tous en cinquième.

Ces mesures ont suscité de très vives réactions à droite et auprès de quelques personnalités de gauche. Mais ce sont l'autonomie accrue accordée aux établissements et l'interdisciplinarité (qui consiste à croiser deux disciplines lors d'un même cours) qui mécontentent le plus les syndicats antiréforme.

Première confrontation pour Najat Vallaud-Belkacem

Ils redoutent que la première donne trop de pouvoir aux chefs d'établissement et que la seconde grignote les horaires de chaque matière, dans un pays où le corps professoral est très attaché à ses disciplines.

La réforme a aussi ses partisans : la gauche bien évidemment, deux syndicats dits réformateurs (SE-Unsa et Sgen-CFDT, 20 % aux élections professionnelles), la FCPE, première fédération de parents d'élèves et... l'enseignement privé catholique, qui scolarise 20 % des collégiens en France et auquel la réforme s'applique aussi.

Pour Najat Vallaud-Belkacem, c'est une première confrontation à un vaste mouvement de protestation, depuis son arrivée à son poste fin août. Elle avait succédé à Benoît Hamon, resté quelques semaines. Vincent Peillon, parti en avril 2014 lors d'un remaniement, avait été très affaibli par la fronde contre la réforme des rythmes scolaires.

Avec AFP

france24.com

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Les Socialistes aussi doivent changer de nom



Romain Mouton
conseiller en communication, fondateur de
l'agence RM conseil

Les déclinistes de tout bord vont en être pour leurs frais: voici un nouveau classement, encore imaginaire certes, dans lequel la France peut se targuer d'arriver en tête. Il n'est pourtant question ni de luxe, ni de tourisme, ni de Rafales et personne ne songerait à s'en vanter. Pour cause, ce classement, où l'Italie dispute la première place à l'hexagone, consacre les partis politiques français comme étant les plus propices aux changements de noms en Europe occidentale.

Dernier exemple en date: mardi 5 mai 2015, le bureau politique de l'UMP a adopté un nouveau nom, "Les Républicains" qui sera soumis au vote des 210.000 adhérents les 28 et 29 mai. Le principal parti de droite s'apprête à changer pour la 6ème fois d'appellation depuis le début de la Vème République en 1958. En moins de 60 ans, les français ont ainsi connu l'UNR, puis l'UD-Ver dès 1962, remplacée par l'UDR en 1968, avant la création du RPR en 1976 pour arriver finalement en 2002 à une première UMP (Union pour la Majorité Présidentielle) suivie d'une deuxième (l'actuelle Union pour un Mouvement Populaire).

Pour disposer de quelques éléments de comparaison, on soulignera que le parti conservateur britannique, anciennement Tory, n'a pas changé de nom depuis 1912 et que les grands partis américains, démocrate comme républicain, n'ont pas changé de noms depuis le XIXe siècle. La CDU allemande, créée au sortir de la Seconde Guerre mondiale en 1949, n'a elle jamais songé à se renommer en plus de 60 ans.

Ces changements récurrents des noms de partis correspondent en France à une histoire politique longtemps troublée, à des changements de projets ou de dirigeants, des réorientations de lignes politiques, ou des besoins de rupture avec un passé délicat peut être plus fréquents ici qu'ailleurs.

S'il cache aussi une certaine pauvreté d'idées et une vraie ambivalence idéologique, le changement de nom de l'UMP constitue néanmoins une ébauche louable d'examen de conscience que le Parti socialiste serait bien avisé de faire à son tour dès aujourd'hui

L'idée n'est pas nouvelle et l'auteur de ces lignes n'est pas le premier à l'avancer. Dès 2009, Manuel Valls, alors tonitruant député-maire d'Évry, avait publié une tribune dans le Financial Times dans laquelle il invitait ses camarades à changer le nom du principal parti de gauche pour sanctuariser un virage social-démocrate inéluctable à ses yeux.

Une telle proposition, exposée dans la bible couleur rose saumon des libéraux anglo-saxons ne pouvait que choquer les bons esprits de la rue de Solférino. 5 ans plus tard, celui qui est devenu Premier ministre invitait de nouveau à construire "une maison commune de toutes les forces progressistes", une initiative peu goûtée par François Hollande et les principaux responsables de gauche.

L'aggiornamento idéologique des socialistes et le changement de nom qui doit en découler attendront sans doute plusieurs années, voir plusieurs décennies. Pourtant, cela fait près de 60 ans que le SPD allemand a clairement choisi, lui, la social-démocratie, en tournant le dos à la doctrine marxiste lors du congrès de Bad-Godesberg de 1959. Les sociaux-démocrates allemands ont ainsi considéré que réconcilier les mots et les choses constituait un impératif démocratique.

Parce que le choix éclairé des citoyens exige la clarté des appellations, le PS devrait changer de nom

Bien que devenu depuis plusieurs décennies un parti de gouvernement, le Parti socialiste continue à chanter l'internationale lors de ses congrès et à exposer certaines promesses peu réalisables lors des campagnes électorales, telle que la fameuse taxe à 75%. Dès que le PS est au pouvoir, il s'agit alors de masquer à tout prix le changement d'attitude. Malgré le tournant de la rigueur en 1983 et le pacte de compétitivité annoncé en 2014, on s'évertue à faire croire que l'orientation reste la même. Les socialistes continuent à se proclamer comme tels pour se construire et s'identifier contre la droite.

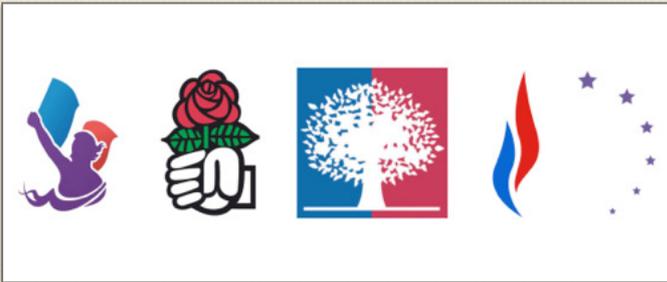
Le PS ne peut agiter simultanément les promesses de grand soir que symbolise son nom et s'engager avec sincérité dans le redressement de notre compétitivité. L'ancienne SFIO, devenue le Nouveau Parti socialiste en 1969 puis le Parti socialiste après le congrès d'Épinay en 1971, n'en serait qu'à son troisième changement de nom depuis 1958.

Quel risque prendrait vraiment le duo exécutif à initier cette réforme nécessaire: agiter des frondeurs qu'une menace de dissolution suffirait à calmer? Les changements de noms réussissent quand ils arrivent à la fin d'une rénovation. Celle du PS est enclenchée depuis de nombreuses années, voir décennies. Qu'elle s'assume désormais pleinement et dise enfin son nom!

huffingtonpost.fr

III) Changer le nom du PS, de l'UMP, du FN... Révolution interne ou symptôme de la crise des partis?

Le HuffPost | Par Geoffroy Clavel



Ces dix dernières années, la quasi-totalité des partis politiques français ont changé ou envisagé de changer de nom | DR

"Parce que nous gouvernons, il faut changer" et "pourquoi pas", changer de nom de parti. La nouvelle offensive de Manuel Valls sur une hypothétique transformation du PS n'a fait que jeter de l'huile sur l'incendie qui embrase déjà le parti majoritaire. Défendue de longue date par le premier ministre, l'idée de rebaptiser la formation politique née en 1971 au congrès d'Epinais est encore loin de faire l'unanimité à gauche où se disputent les partisans d'une ligne keynésienne et les apôtres d'une inclinaison sociale-libérale.

Un débat qui n'est pas réservé aux seuls socialistes. Il traverse même de part à part l'échiquier politique français, contraint de se restructurer et de se réinventer tant par les mutations idéologiques de notre époque que par les crises internes qu'elles suscitent. Dès son retour à la politique, Nicolas Sarkozy a ainsi fait de la transformation "de fond en comble" de l'UMP la clé de voute de sa stratégie de reconquête du pouvoir. Objectif: "bâtir la

formation politique du XXI^e siècle".

De la LCR à Debout la République, devenus le NPA et Debout la France, en passant par le Front national version bleu marine et Europe-Ecologie les Verts, la quasi-totalité des formations politiques ont déjà changé ou envisagé de changer de nom ces quinze dernières années. Un phénomène qui s'est accéléré sous le triple effet de la crise de la représentation partisane, de l'influence croissante de l'Union européenne sur la politique intérieure et du renforcement de la logique présidentialiste de la Ve République.

Qu'il s'agisse de survivre à la crise de régime ou de dépasser une crise de croissance, voici cinq bonnes raisons qui ont conduit ou conduiront les partis politiques à changer de nomenclature.

CHANGER POUR FAIRE TABLE RASE DU PASSÉ

Depuis l'élection à sa présidence de Marine Le Pen, l'idée refait régulièrement surface au Front national. Couronné de succès électoraux mais entaché depuis sa naissance au début des années 70 d'une image sulfureuse régulièrement actualisée par les dérapages de Jean-Marie Le Pen, le parti d'extrême droite a plusieurs fois envisagé de changer de nom afin d'accélérer sa "dédiabolisation" et d'élargir son spectre politique. Après avoir créé un mouvement associé, le Rassemblement bleu marine censé accueillir les personnalités d'ouverture, Marine Le Pen n'exclut pas de poser la question d'un changement de dénomination à ses militants après le congrès de novembre prochain.

Un choix risqué pour Jean-Marie Le Pen comme pour certains cadres du FN, qui estiment que la marque "Front national" est solidement installée dans le paysage politique français et qu'elle n'est pas le repoussoir électoral honni par l'aile gauche du parti.

Parfois changer de nom est aussi une affaire de survie. Pour Nicolas Sarkozy, la fin de l'UMP est désormais incontournable si la droite veut faire table rase de la crise interne née en novembre 2012 et des scandales qui ont considérablement affaibli le parti créé pour Jacques Chirac en 2002. Depuis l'éclatement de l'affaire Bygmalion, il n'est pas le seul à droite à défendre ce scénario. Nathalie Kosciusko-Morizet préconise elle aussi des "actes symboliques forts" pour définitivement tourner la page de la crise.

CHANGER POUR ADAPTER SON IDÉOLOGIE

Actant les mutations idéologiques de l'après-guerre froide, certains partis ont décidé de changer leur habillage afin de mettre à jour leur logiciel idéologique. C'est en pleine crise financière que l'ancienne Ligue communiste révolutionnaire (LCR) trotskiste céda la place au Nouveau Parti Anticapitaliste en 2009. Le parti incarné par Olivier Besancenot rêvait alors de surfer sur la vague altermondialiste incarnée par Attac et les Indignés. Lutte ouvrière fit le pari inverse en conservant ses références marxistes jusque sur son logo tandis que le PCF, engagé dans le Front de Gauche, abandonnait la croix et la faucille sur le sien.

Ardemment défendu par le plus blairiste des socialistes, Manuel Valls, le changement de nom du Parti socialiste vise là encore à adapter le vieux parti héritier de la SFIO aux contraintes de son époque. Objectif revendiqué: "en finir avec la gauche passéiste" pour mieux revendiquer une ligne sociale-libérale assumée (bien que définit comme "progressiste"). Des ex-strauss-kahniens au Parti radical de Gauche, le premier ministre a des alliés qui défendent cette ligne. Pour autant, "la ligne que défendent les sociaux-libéraux dont Manuel Valls ou M. Le Guen, par exemple, n'est pas la ligne majoritaire de la gauche française et non plus celle du Parti socialiste", tranche un des chefs de file de l'aile gauche, Henri Emmanuelli. Bref, c'est loin d'être gagné.

Changer le nom du PS : l'obsession de Valls par LeHuffPost

http://www.dailymotion.com/video/x28fppo_changer-le-nom-du-ps-l-obsession-de-valls_news

CHANGER POUR MIEUX S'AFFIRMER

Face à la concurrence politique de ses adversaires, il faut savoir évoluer pour mieux s'affirmer. C'est ce qu'a fait tout récemment Nicolas Dupont-Aignan en rebaptisant son parti souverainiste "Debout la République" en "Debout la France". Une manière pour le gaulliste revendiqué d'assoir davantage sa stratégie eurosceptique face à l'UMP et au Front national de Marine Le Pen.

Au lendemain de l'élection présidentielle de 2007, François Bayrou avait lui aussi de transformer la vieille UDF en Mouvement démocrate (MoDem). Une manière pour le leader centriste de

revendiquer son autonomie à l'égard de l'UMP après la scission de ses anciens lieutenants partis fonder le Nouveau Centre. Une manière aussi de moderniser l'image de sa formation politique, censée incarner une troisième voie entre socialisme et libéralisme.

CHANGER POUR MIEUX S'UNIR

Comme souvent dans un mariage, on change de nom pour marquer une nouvelle alliance, qu'elle soit politique, stratégique ou les deux. Nouvelle dénomination des Verts depuis 2010, Europe-Ecologie Les Verts (EELV) est né du dépassement du parti écologiste après son ouverture à des personnalités de la société civile (José Bové, Eva Joly, Pascal Durand...) sous l'impulsion de Daniel Cohn-Bendit. Après le triomphe des européennes de 2009, il s'agissait alors pour les ex-Verts de reconfigurer leur structure interne en y intégrant l'écologie associative et syndicale tout en revendiquant leur ancrage européen.

D'autres confédérations, nées de l'alliance entre différents partis, ont également vu le jour. Initialement baptisé "Front de gauche pour changer d'Europe" en vue des européennes de 2009, le Front de Gauche a réuni dans une même maison le vieux Parti communiste français (PCF), le jeune Parti de Gauche (PG) de Jean-Luc Mélenchon et les dissidents successifs venus de l'extrême gauche, essentiellement du NPA. L'objectif était d'alors d'unifier des formations politiques en vue d'incarner une alternative de gauche au Parti socialiste.

C'est la même logique qui a conduit à la naissance de l'Union des démocrates et indépendants (UDI) en 2012 sous l'impulsion de Jean-Louis Borloo. L'ancien ministre de Nicolas Sarkozy espérait alors fédérer les chapelles centristes (Parti radical, Nouveau centre, FED...) pour ressusciter l'UDF et rivaliser avec l'UMP.

C'est enfin ce qui semble motiver Manuel Valls qui, tout en proposant de changer le nom du PS, préconise désormais de fonder une "formation politique commune" des "progressistes" dans laquelle une partie des centristes, dont le Modem, pourraient avoir leur place.

LAPRESSEENREVUE.EU

CHANGER POUR MIEUX ASSOIR SON POUVOIR PERSONNEL

C'est une vieille tradition à droite comme dans les partis où dominant le culte du chef et de l'homme providentiel. Du général de Gaulle à Nicolas Sarkozy en passant par Jacques Chirac, tous les chefs de file de droite ont rebaptisé leur formations politiques pour mieux assoir leur stratégie de conquête du pouvoir. L'introduction désormais quasi-systématique du sigle RBM (pour Rassemblement Bleu Marine) à côté de celui du Front national traduit ainsi l'emprise de Marine Le Pen sur le parti d'extrême droite.

Après guerre, et tout au long de sa traversée du désert, Charles de Gaulle s'appuiera sur le Rassemblement du peuple français (RPF) qui deviendra successivement l'Union pour la nouvelle république (UNR) à la veille de la naissance de la Ve, puis l'Union des démocrates pour la cinquième République (UDVe), avant de muer en l'Union des démocrates pour la République (UDR) que Jacques Chirac métamorphosera en écurie personnelle sous le nom de Rassemblement pour la République (RPR).

Ce sigle perdurera jusqu'à l'élection de l'ancien maire de Paris à l'Élysée. Sept années plus tard, prenant acte de la révolution induite par le quinquennat qui renforce l'emprise de l'élection présidentielle sur la Ve République, le RPR fusionne avec l'UDF et Démocratie libérale pour donner naissance à l'UMP (Union pour une majorité présidentielle qui assurera la réélection de Jacques Chirac. Une plateforme qui devait permettre à son architecte, Alain Juppé, de se poser en dauphin politique de son mentor mais qui profitera finalement à Nicolas Sarkozy. Celui-là même qui propose aujourd'hui de rebaptiser l'UMP pour, dit-il, créer un "vaste rassemblement qui s'adressera à tous les Français, sans aucun esprit partisan, dépassant les clivages traditionnels qui ne correspondent plus aujourd'hui à la moindre réalité". Réponse d'un partisan de son adversaire Bruno Le Maire: "Nicolas Sarkozy veut changer le nom de l'UMP. Il veut l'appeler: Nicolas Sarkozy".

IV) Régionales : Julien Dray atterrira-t-il dans le Val-de-Marne?

Par C.Dubois



Alors que le PS s'est désormais accordé sur son champion officiel pour les élections régionales de décembre 2015 en Ile-de-France, en la

personne du président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone, les listes de candidats par département sont en discussion. Dans le Val-de-Marne, plusieurs noms circulent déjà pour figurer en tête de peloton.



Dans le rôle du légitime : Gilles-Maurice Bellaïche, président du groupe PS (une soixantaine Gilles-Maurice Bellaïched'élus) au sein du

Conseil régional. Rocardien d'origine, il est resté fidèle à Jean-Paul Huchon sans exprimer ouvertement ses opinions lors du duel de ce dernier avec Marie-Pierre de la Gontrie. « La région Ile-de-France, dans son importance et sa reconnaissance, est celle que Jean-Paul Huchon a fabriqué avec ses équipes. Nous sommes devenus une collectivité territoriale autonome de plein exercice », défend l' élu. Interrogé sur son intérêt pour le poste : le conseiller régional ne dément pas. « En tant que président du groupe PS au sein de la région, j'ai une certaine légitimité et je soumettrai ma candidature à l'ensemble des militants. J'ai été élu président du groupe PS avec 80% des voix et dans le département, je suis à la fois proche des militants, des élus, des citoyens. Je rends compte de mon activité chaque année à l'ensemble de mes mandants. Mais si je dois laisser la place à une femme pour féminiser les têtes de liste ou à un candidat d'un autre parti

dans le cadre des alliances, je le ferai bien volontiers», pondère l'intéressé.



Autre nom qui circule, celui de Jonathan Kienzlen. A 34 ans, il incarne le renouveau Jonathan Kienzlen générationnel du parti tout en ayant fait ses armes comme secrétaire fédéral aux sections du PS du Val

de Marne très impliqué dans les dernières élections locales. Proche d'Arnaud Montebourg au départ, il se retrouve dans la politique du gouvernement est est proche de Luc Carvounas sans pour autant en être « Vallisien » comme ce dernier.

En coulisse, se chuchotent également les noms de Régis Charbonnier, maire PS de Boissy-Saint-Léger, et encore de Denis Weisser, conseiller régional sortant, ou de Benoit-Joseph Onambe, secrétaire de section à Arcueil.



Dans le rôle de l'outsider : Julien Dray, l'ancien député de l'Essonne. Avantage : une notoriété incontestable. Inconvénient : une passion un peu

limite pour les belles montres et aucun ancrage dans le Val-de-Marne. Le mobile : tête de liste aux régionales de 2010 dans l'Essonne, Julien Dray voit désormais la place prise par Carlos Da Silva, quadragénaire déjà député de la première circonscription et premier fédéral de l'Essonne, proche de Manuel Valls.

Chez les femmes, le profil qui semble faire consensus pour figurer haut sur la liste est celui de Dominique Barjou, directrice de cabinet du député-maire PS de Dominique BarjouCachan Jean-Yves Le Bouillonnet, dans la mouvance hollandiste.



D'autres noms fuient également comme ceux de Sandrine Bernard, conseillère d'opposition PS à Ivry-sur-Seine ou Caroline Adomo, deuxième adjointe au maire PCF de Champigny-sur-Marne Dominique

Adenot, toutes deux du courant Besoin de Gauche (B2G) représentant les amis de Pierre Moscovici, ainsi que ceux de Nadia Brahimi, conseillère régionale sortante ou Sophie Taillé-Polian, conseillère municipale d'opposition à Villejuif, plus proches de la motion B (A gauche pour gagner) de Christian Paul.

Actuellement, le groupe des socialistes et républicains compte 9 conseillers régionaux dans le Val-de-Marne dont 8 PS (Gilles-Maurice Bellaïche, Nadia Brahimi, Pétronilla Comlan-Gomez, Christine Revault-d'Allonnes-Bonnefoy, Michèle Sabban, Denis Weisser, Jérôme Impellizzeri, Sandra Provini) et un MRC, Daniel Guérin. Députée européenne depuis avril 2014, Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy a indiqué qu'elle ne se représenterait pas aux régionales 2015. Outre Gilles-Maurice Bellaïche, Nadia Brahimi et Denis Weisser, pourrait également figurer sur la liste, parmi les sortants, Sandra Provini.

Place aux alliances

Dans le cadre des alliances de premier tour, une place devrait également être faite pour Daniel Guérin et Jean-Marc Nicolle (MRC). Reste à savoir si l'alliance de premier tour s'étendra à EELV. Pour les écologistes, la réponse est non. C'est Emmanuelle Cosse qui mènera la liste au 1er tour au niveau Ile-de-France.

La liste définitives devraient être validées d'ici le 9 juillet ou carrément en septembre.



V) Cambadélis, capitaine abandonné d'un PS à la dérive



Par Julien Martin

Capitaine abandonné d'un parti qui va à la dérive, Jean-Christophe Cambadélis prétend le remettre à flot. Beaucoup l'accusent de le saborder. Plongée dans la salle des machines à la veille du congrès de Poitiers.



Le premier secrétaire du PS rue de Solférino, en avril 2014. (JOEL SAGET / AFP)

Comment ça va, le PS ? A cette question, tout premier secrétaire sensé répondrait par une moue embarrassée, quelques semaines après la débâcle des départementales, la quatrième raclée en autant d'échéances électorales depuis le début du quinquennat. Jean-Christophe Cambadélis esquisse, lui, un sourire tranquille, calé dans son fauteuil, derrière son bureau en verre, au premier étage du 10, rue de Solférino.

"Solfé", l'adresse historique du PS, morne plaine ? Le congrès qui se tiendra début juin à Poitiers, d'où les frondeurs espèrent le voir repartir avec du goudron et des plumes, n'inquiète pourtant guère le patron des lieux :

“ Ceux qui ont réclamé un congrès dès le mois de juin n'avaient peut-être pas calculé qu'il y avait les vacances de printemps. Sans compter tous les ponts du mois de mai ! Moi, j'ai toujours

Et de se retourner pour saisir un grand calendrier.

En vieux roublard, "Camba" connaît son histoire politique : "Je me rappelle qu'en 1976 on avait accusé la droite d'avoir étendu les vacances pour casser les mobilisations..." Souvenirs, souvenirs... Quarante ans plus tard, le patron du PS mise donc sur les jours fériés pour calmer ses opposants. Circulez, il n'y a rien à voir ! Plus le congrès sera apaisé, plus Cambadélis aura de chances d'être reconduit à son poste. Et tant pis si, au passage, le parti sombre dans un coma un peu plus profond...

La chèvre et le chou

Les visiteurs de Solférino ont pris l'habitude de déambuler dans les longs couloirs aux murs blancs sans rencontrer âme qui vive. A l'entrée de ce bâtiment de la fin du 19e siècle, les grilles que Martine Aubry avait fait ouvrir ont été refermées. Et ce avant même la mise en place du plan Vigipirate consécutive aux attentats de janvier.

Congeler pour mieux régner jusqu'au congrès. Et

rester après. Il faut dire que devenir premier secrétaire, c'était l'ambition d'une vie pour Cambadélis. Quand Harlem Désir a été prié de faire ses valises après les municipales calamiteuses de mars 2014, il a sauté sur la place. Enfin ! Il espère maintenant être légitimé par les militants. En attendant, il ménage la chèvre et le chou. Surtout, ne pas faire de vagues.

Un premier secrétaire nommé mais pas élu, qui goûte l'art d'allier les contraires et prend soin de ne froisser rien ni personne. Voilà qui rappelle un certain François Hollande, placé en 1997 par Lionel Jospin à la tête du PS, où il a réussi à demeurer ainsi onze années. Les deux hommes se délectent tous deux des coups de billard à trois bandes dont ils sont coutumiers. La rédaction par Cambadélis de la motion dite majoritaire, soutenue à la fois par Manuel Valls et Martine Aubry, est un modèle du genre. Le chef de l'Etat a applaudi la manœuvre, ce qui ravit l'actuel premier secrétaire.

Un exemple de trouvaille lexicale ? Cette phrase piochée dans le texte à propos du repos dominical : "Nous sommes opposés à une nouvelle extension du travail du dimanche." Les aubrystes y lisent une possibilité de s'opposer à la loi Macron, non encore adoptée. Les vallsistes y voient une promesse de ne pas aller plus loin que... la loi Macron. "Camba", lui, se marre :

“ C’est à montrer dans les écoles ! L’astuce permettait à tout le monde de s’y retrouver. Martine n’était pas dupe, mais elle n’a pu s’empêcher d’exploser de rire quand je la lui ai lue. Tout a été pensé, croyez-moi. J’ai passé des jours et nuits à plancher pour éviter les coins. ”

En revanche, le patron du PS déclare sans ciller que la grande réforme fiscale, exhumée dans sa motion signée par tout le gouvernement, verra enfin le jour. "On m'a assuré que le dossier sera réouvert", affirme-t-il. Cette fois-ci, c'est à Bercy qu'on rit aux larmes : "Soit il devient crédule, soit c'est vraiment le roi de l'enfumage."

Christian Paul, le premier signataire de la motion des frondeurs, n'a pas de mots assez durs pour qualifier ce genre de stratagème : "C'est bien simple, ce qu'il a écrit ne sera pas fait." Au-delà des contorsions syntaxiques du premier secrétaire, il s'alarme surtout de l'état et du fonctionnement du parti :

“ Le PS est dévitalisé, il ne prend pas part aux

aux débats importants. Il devrait être le garant des engagements et le lieu de l'innovation. Mais il n'est rien de cela ; il est en sommeil. ”

Dans les couloirs de Solférino, quelques conseillers se risquent au même constat, sous le couvert de l'anonymat. "Ce n'est pas la joie, l'heure n'est pas aux idées extravagantes", dit l'un. "On est comme arrêtés, des postes ne sont pas remplacés", complète un autre. Un troisième tempère cependant la part de responsabilité du premier secrétaire :

“ Il n’a pas encore réveillé le parti, mais il lui a redonné un semblant d’existence politique. Remarquez, ce n’était pas difficile après Harlem, qui ne faisait simplement rien. Au moins, maintenant, il y a un pilote dans l’avion qui tente de le faire redécoller. ”



Le siège du PS, de nuit, en 2102. (Jacques Demarthon / AFP)

Anesthésie

Mais le pilote a-t-il vraiment commencé à réparer le moteur ou s'est-il contenté de constater la panne ? Bref, quand la gauche est au pouvoir, le parti peut-il enfin servir à quelque chose et peser sur l'exécutif ? "D'emblée, j'ai dit au président de la République et au Premier ministre que je voulais être dans la boucle de décision. Désormais, il y a de l'écoute, même si je ne suis pas toujours entendu...", confie Cambadélis. Avant de redevenir plus sage :

“ Mais je ne peux pas être dans le harcèlement permanent. Quand les siens sont au pouvoir, le PS ne doit pas être facteur de crise. ”

Un aveu qui résume les critiques de ses contempteurs. "Il anesthésie le parti, se désespère Christian Paul. Il le condamne à l'acclamation de l'action du gouvernement." La députée Karine Berger, qui mène une troisième motion, ne dit pas

autre chose : "C'est quelqu'un qui tient tellement au PS qu'il est prêt à mettre de côté le fond pourvu que la forme soit sauve."

Si des cadres du parti saluent son action pour s'opposer à la réforme des seuils sociaux dans les entreprises, ou pour la sauvegarde des petites retraites, bien plus nombreux sont ceux qui fustigent ses concessions sur l'essentiel. Berger poursuit :

“ C'est extrêmement compliqué d'avoir un débat sur l'économie. De même, aussi incroyable que cela puisse paraître, on vient de voter la loi sur le renseignement, qui a fait couler tant d'encre, sans la moindre position du PS sur le texte ! »

Boutique au ralenti

La faute à une maison qui tourne dans le vide. A tous les étages. Au secrétariat national, le gouvernement du parti, on s'ennuie ferme. "On se réunit chaque mardi midi, autour d'un buffet, raconte l'un des principaux membres. Mais bon, voir des gens qui n'ont pas de poids prendre la parole... Autant aller au café d'à côté !"

Au bureau national, qui a lieu le même jour à 17 heures et réunit les leaders de tous les courants, les débats sont vifs mais généralement pas moins vains. "Cambadélis introduit la séance, les chefs de file s'expriment et il conclut sur la même ligne qu'au début", se désole un participant.

Où sont passés les 110 permanents censés faire tourner la boutique ? Quid des intellectuels qui devraient alimenter la pensée du parti ? Un socialiste bien renseigné confie :

“ Il y a une démotivation générale. Un diagnostic a récemment été mené : plus de la moitié des permanents de Solférino ne sont plus opérationnels. A la com, à la sécurité ou aux services généraux, ça ne chôme pas, mais c'est le calme plat à la production politique. Des conseillers travaillent pour des députés, d'autres exclusivement pour leur courant."

Quant aux rares experts auditionnés, ils hésitent à témoigner, embarrassés. L'un d'eux, qui demande que son champ d'intervention ne soit pas mentionné pour ne pas être reconnu, glisse : "Le bilan est plus que mitigé. Je n'ai noté aucun engagement fort du PS sur ce que je suis venu

défendre. L'invitation était sympathique, mais quand on voit la faiblesse des retombées concrètes..."

A Solférino, les réunions productives sont principalement d'ordre... technique. Telles celles, actuellement incessantes, sur l'organisation du congrès de Poitiers. La logistique, la communication, la disposition de la salle sont minutieusement étudiées. En revanche, il a été décidé que les conseillers du pôle politique n'auraient pas droit au stand qu'ils réclamaient. Leur force de travail a été jugée plus utile pour s'occuper de l'accueil des participants. "De toute façon, note un permanent, quand on leur a dit que pour avoir un stand, il fallait produire de nouvelles notes, ils étaient beaucoup moins motivés..."

Intransigeance vallsiste

Cette apathie collective, Cambadélis ne la nie pas. Les défaites électorales n'ont pas aidé. Il euphémise :

“ Certes, tous les permanents ne sont pas au maximum de leur capacité de travail. Oui, la production des secrétaires nationaux se réduit souvent aux communiqués."

Puis promet de tout changer après le congrès : "Le PS va devoir se projeter vers la présidentielle, rédiger un programme et préparer rien de moins que le prochain quinquennat. Pour ce faire, je souhaite des secrétaires nationaux moins nombreux, mais plus forts et plus efficaces." De même, il assure qu'il n'y aura plus qu'une seule ligne, la sienne !

“ Les frondeurs doivent comprendre que si l'on est majoritaire, ils ne pourront plus prétendre que les militants sont derrière eux. Ils devront arrêter leur guérilla. Il y aura une direction très homogène."

Derrière ses rondeurs hollandaises, Cambadélis renfermerait donc une intransigeance vallsiste.

Clanisme

En attendant de remettre de l'ordre à Solférino, le cabinet du premier secrétaire fonctionne comme un clan, aidé par trois députés : Christophe Borgel pour les fédérations, François Lamy pour la politique et Guillaume Bachelay

pour la plume. Pas une autre tête ne doit dépasser.

Les quatre porte-parole sont trop nombreux pour émerger et restent cantonnés aux chaînes d'info en continu. Même le traditionnel point de presse qu'ils assuraient le lundi matin a été supprimé. Désormais, quand les journalistes sont convoqués, c'est le chef en personne qui s'exprime.

"En bon trotskiste, Cambadélis a verrouillé l'appareil", raille la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann.

nouvelobs.com/Julien Martin

VI) Cambadélis face à la grogne des permanents du PS après des propos publiés dans L'Obs

Par Mathilde Siraud , Julien Chabroux



LE SCAN POLITIQUE - Selon L'Obs, le patron des socialistes aurait déploré le manque de productivité des permanents du parti, critiquant un climat d'inertie. Les salariés ont menacé de manifester, Cambadélis a nié ses propos.

C'est une petite phrase qui a déclenché la tempête. Dans un article consacré au Parti socialiste, intitulé «Solfé, le vaisseau fantôme», paru le 13 mai dans L'Obs, le premier secrétaire du parti dresse un constat pour le moins sinistre sur la formation politique qu'il dirige. Interrogé sur «l'apathie collective» qui gagne tous les étages au PS, Jean-Christophe Cambadélis, en campagne pour sa réélection, aurait fait état du manque de productivité des employés du parti. «Tous les permanents ne sont pas au maximum de leur capacité de travail», aurait-il critiqué. Et d'enfoncer le clou: «Oui, la production des secrétaires nationaux se réduit souvent aux communiqués». Premier signataire de la motion A, dite «majoritaire», Jean-Christophe Cambadélis s'est attiré les foudres des permanents

du PS, alors que les adhérents sont appelés à voter jeudi pour déterminer la ligne du parti.

Rachid Kasri, ancien chauffeur de François Hollande, toujours employé au sein du PS, a réagi sur Twitter:



rachid kasri @rachid_kasri
L'incompétence des supposés compétents du 1^{er} secrétariat suscite le mépris des permanents qui les méprisent !!!
8:36 PM - 17 May 2015

Une membre du conseil national du PS a fait part de son mécontentement à la suite des propos de Jean-Christophe Cambadélis, qu'elle qualifie de «choquants».



Rama Sall @sallrama
@benoithamon l'incroyable papier du Nouvel Obs et les aveux de cambadélis sont choquants
12:29 PM - 16 May 2015

Selon un permanent du PS, dès la parution de L'Obs, les salariés se sont regroupés et ont tenu une assemblée générale. Ils ont demandé à rencontrer le premier secrétaire, en vain. Celui-ci a décliné, prétextant un déplacement en Haute-Garonne pour présenter sa motion. Certains socialistes voulaient lui faire une haie d'honneur à sa sortie et «l'applaudir», en signe de protestation au refus de Jean-Christophe Cambadélis, qui n'a pas hésité à solliciter le service d'ordre pour les dissuader. Selon nos informations, il leur a été expliqué qu'il n'était pas bon pour l'image du parti de manifester à la veille d'un congrès.

Dimanche, le leader des socialistes s'est expliqué au micro de Radio J. «Je n'accepterais pas que l'on attaque les permanents du Parti socialiste», a-t-il affirmé, démentant les propos qui lui sont attribués dans l'Obs.



Jean-Chr. Cambadélis @jccambadelis
#NouvelObs "Il y a un certain nombre de propos non sourcés qui laisse sous entendre qu'il y aurait des emplois fictifs au sein du PS" (1/2)
3:09 PM - 17 May 2015



Jean-Chr. Cambadélis @jccambadelis
... C'est pour cela que les salariés se sont rassemblés en assemblée générale (2/2) #NouvelObs #ForumRadioJ
3:09 PM - 17 May 2015

L'embrouillamini tombe mal, alors que beaucoup de socialistes semblent démobilisés en vue du vote de jeudi et du congrès de Poitiers, prévu du 5 au 7 juin. Jean-Christophe Cambadélis a été

sommé de s'expliquer lundi matin en conférence de presse. «Il n'y a pas de permanent fictif. Il y aura demain [mardi] une réunion avec les permanents. Soit nous ferons une lettre soit nous agirons en justice», a-t-il fait savoir, n'excluant donc pas d'attaquer l'hebdomadaire.

lefigaro.fr

A Suivre...
La Presse en Revue